Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

**RÉUNION DU CONSEIL
27 NOVEMBRE 2024**

MERCREDI, le vingt-septième jour du mois de novembre deux mille vingt-quatre (27 novembre 2024), une séance ordinaire des membres du Conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux est tenue au Centre communautaire Georges-Sévigny (660, rue Principale, Saint-Luc-de-Vincennes), à compter de DIX-SEPT HEURES (17 h), à laquelle sont présents :

Madame France Bédard, mairesse de Saint-Prosper-de-Champlain ;
Monsieur Gérard Bruneau, maire de Saint-Maurice ;
Monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel ;
Monsieur Christian Fortin, maire de Batiscan ;
Monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan ;
Monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes ;
Monsieur Luc Pellerin, maire de Saint-Stanislas ;
Madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade ;
Monsieur Guy Simon, maire de Champlain ;

Formant quorum sous la présidence de Monsieur Guy Veillette, préfet de la MRC des Chenaux et maire de Saint-Narcisse.

ASSISTAIT ÉGALEMENT À LA RÉUNION

Monsieur Patrick Baril, directeur général.

2024-11-244

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, appuyé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, et unanimement résolu d'adopter l'ordre du jour en retirant le point 5j. *Énergie communautaire de la Rivière Batiscan S.E.C. – appel de versement.*

ORDRE DU JOUR

1. Mot de bienvenue ;
2. Adoption de l'ordre du jour ;
3. Adoption de procès-verbaux :
 - a. Adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 16 octobre 2024 ;
4. Gestion du personnel :
 - a. Modification de la description de poste de chauffeur.se ;
 - b. Embauche d'un chauffeur pour le service des transports ;
 - c. Affichage d'un poste de chauffeur.se ;
5. Finances, matériel, équipement et bâtisse :
 - a. Liste des chèques et autres sommes déboursées ;
 - b. Prévisions budgétaires 2025 par parties ;

**Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux**

- i. Catégorie I ;
 - ii. Catégorie III ;
 - iii. Catégorie V ;
 - iv. Catégorie VI ;
 - c. Adoption du règlement numéro 2024-149 d'imposition des quotes-parts et autres charges pour l'année 2025 ;
 - d. Date des séances ordinaires du Conseil pour 2025 ;
 - e. Calendrier 2025 pour la collecte des déchets domestiques ;
 - f. Adoption du règlement numéro 2024-150 sur la régie interne des séances de la MRC des Chenaux ;
 - g. Avis de motion et dépôt du projet de règlement numéro 2024-151 conditions administratives et financières – retrait ;
 - h. Fonds des nouvelles initiatives de recherche et sauvetage – adoption de l'entente de contribution ;
 - i. Octroi d'un mandat de services professionnels pour la réalisation d'un plan de sécurité ;
6. Aménagement et développement du territoire :
- a. Conformité de règlement(s) municipal(aux) ;
 - b. Réglementation des territoires contigus (documents disponibles sur demande) :
 - i. MRC de Bécancour – règlement numéro 420 modifiant le règlement no. 289 concernant le schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC de Bécancour afin d'actualiser la gestion de l'urbanisation à l'échelle du territoire de la ville de Bécancour ;
 - ii. MRC de Portneuf – règlement numéro 419 modifiant le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf aux fins d'agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Raymond et d'y ajuster les limites des affectations résidentielles, rurales et récréatives ;
 - iii. Ville de Trois-Rivières – règlement modifiant le schéma d'aménagement et de développement révisé (2016, chapitre 170) afin d'autoriser les logements intergénérationnels en dehors des périmètres d'urbanisation (2024, chapitre 88) ;
 - c. Adoption du règlement numéro 2024-147 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement révisé numéro 2007-02-47 concernant l'identification des aires de protection des lieux de captage des eaux souterraines ainsi que la création de dispositions relatives aux éoliennes ;
 - d. Adoption du formulaire de description de projet dans le cadre du soutien financier accordé pour la mise à jour du schéma d'aménagement et de développement révisé numéro 2007-02-47 concernant la modification de la limite de l'affectation récréative et l'affectation agricole sur le territoire de la municipalité de Batiscan ;
 - e. Adoption du document indiquant la nature des modifications à être apportées à la réglementation d'urbanisme pour le règlement 2023-144 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement révisé numéro 2007-02-47 concernant la modification de la limite de l'affectation récréative et l'affectation agricole sur le territoire de la municipalité de Batiscan ;

**Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux**

- f. Demande d'appui à une demande d'aire protégée : La Batiscan, une rivière, une histoire, un terroir ;
- 7. Rapports :
 - a. Rapport du directeur général ;
 - b. Représentant(s) d'Énercycle (RGMRM) ;
 - c. Comité culturel ;
 - d. Comité de développement du territoire ;
 - e. Comité des ressources humaines ;
 - f. Comité de sécurité incendie ;
 - g. Comité sur la sécurité publique ;
 - h. Communauté entrepreneuriale des Chenaux ;
 - i. Comité touristique ;
 - j. Comité sur le service des transports ;
- 8. Fonds régions et ruralité :
 - a. Enveloppes dédiées :
 - i. Municipalité de Saint-Luc-de-Vincennes ;
 - b. Demandes régionales :
 - i. Tournée Arts & Terroir 2025 ;
 - ii. Skate park du Tremplin ;
 - c. La Maison de la famille des Chenaux – appui au projet Papa en Action pour un financement dans le FRR volet 4 : Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale : Axe Vitalisation du Fonds régions et ruralité (FRR) ;
 - d. Dépôt du bilan des activités annuelles 2024 de Les terres du possible – incubateur agricole ;
 - e. Adoption de l'entente de gestion du bureau d'information touristique Des Chenaux ;
 - f. Transfert de la gestion du projet Des Chenaux Récolte de Développement Mauricie à l'organisme La Brouette ;
 - g. Adoption de l'entente de partenariat entre la MRC des Chenaux et Tourisme Mauricie pour la gestion du bureau d'information touristique Des Chenaux ;
- 9. Développement économique ;
- 10. Appuis demandés :
 - a. Ville de Saint-Lin-Laurentides – contestation de l'avis d'augmentation 2025/PG solutions ;
- 11. Correspondance déposée :
 - a. Ministère des Transports et de la Mobilité durable – retour concernant la résolution numéro 2024-10-24 appui à la municipalité de Saint-Maurice pour l'installation de radar photo sur la route 352 dans la zone scolaire ;
 - b. Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation – partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles ;
 - c. Fédération québécoise des municipalités – suivi à l'égard des différents dossiers entrepris par l'Union des producteurs agricoles à l'encontre de municipalités ;
 - d. Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation – autorisation du règlement 2024-148 décrétant un emprunt de 214 475 \$;
 - e. Ministère des Transports et de la Mobilité durable – programme d'aide à la voirie locale volet Plan d'intervention, solde de l'aide ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

12. Pour votre information ;
13. Autre(s) sujet(s) ;
14. Période de questions ;
15. Clôture de la séance.

Adoptée.

3. ADOPTION DE PROCÈS-VERBAUX

2024-11-245

3a. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 16 OCTOBRE 2024

Il est proposé par monsieur Christian Fortin, maire de Batiscan, appuyé par monsieur Luc Pellerin, maire de Saint-Stanislas, et résolu à l'unanimité d'approuver, avec dispense de lecture, le procès-verbal de la séance publique de ce Conseil tenue le 16 octobre 2024.

Adoptée.

4. GESTION DU PERSONNEL

2024-11-246

4a. MODIFICATION DE LA DESCRIPTION DE POSTE DE CHAUFFEUR.SE

Considérant que le service de l'hygiène du milieu et que le service de transport des personnes sont fusionnés en un seul service, soit le service des transports ;

Considérant que la description de poste de chauffeur.se doit être actualisée afin d'être représentative de la réalité du service de transport des personnes ;

Considérant que les modifications proposées à la description de poste permettront plus de flexibilité dans l'utilisation des chauffeurs qui auront l'occasion d'être appelés à travailler au niveau de l'hygiène du milieu et du transport des personnes ;

Considérant que les membres du Conseil ont pu prendre connaissance du projet de description de poste de chauffeur.se lors d'une séance préparatoire ;

Considérant que le comité des ressources humaines recommande les modifications apportées à la description de poste de chauffeur.se ;

Considérant que la classe de la fonction demeure à la classe numéro 5 ;

Considérant que le syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3832, a été avisé de l'intention de la MRC des Chenaux de modifier la description de poste de chauffeur.se ;

**Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux**

Par ces motifs, il est proposé par madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, appuyé par monsieur Luc Pellerin, maire de Saint-Stanislas, et unanimement résolu que le Conseil de la MRC des Chenaux accepte les modifications apportées à la description de poste de chauffeur.se.

Adoptée.

2024-11-247

4b. EMBAUCHE D'UN CHAUFFEUR POUR LE SERVICE DES TRANSPORTS

Considérant que, suivant les termes de la résolution 2024-08-18, le Conseil a résolu de ne pas renouveler son contrat en matière de transport collectif et adapté avec le fournisseur de service ;

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2025, la MRC des Chenaux devra prendre sous sa gestion certains circuits de transports des personnes et que l'embauche d'un chauffeur.se sera nécessaire ;

Considérant que les membres du comité des ressources humaines recommandent l'embauche de monsieur Jonathan Fortin ;

Considérant que la MRC des Chenaux reconnaît à monsieur Jonathan Fortin son ancienneté à compter du 1^{er} avril 2024 ;

Considérant que le syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3832, a été avisé de l'intention de la MRC des Chenaux d'engager monsieur Jonathan Fortin au poste de chauffeur ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, appuyé par monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes, et unanimement résolu que le Conseil de la MRC des Chenaux embauche monsieur Jonathan Fortin au poste de chauffeur à compter du 25 novembre 2024, aux conditions prévues à la convention collective en vigueur et que son salaire soit établi à 95 % du salaire du poste.

Adoptée.

2024-11-248

4c. AFFICHAGE D'UN POSTE DE CHAUFFEUR.SE

Considérant que, suivant les termes de la résolution 2024-08-18, le Conseil a résolu de ne pas renouveler son contrat en matière de transport collectif et adapté avec le fournisseur de service ;

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2025, la MRC des Chenaux devra prendre sous sa gestion certains circuits de transports des personnes et que l'embauche d'un chauffeur.se sera nécessaire ;

Considérant la recommandation du comité des ressources humaines ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Par ces motifs, il est proposé par madame France Bédard, mairesse de Saint-Prosper-de-Champlain, appuyé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et unanimement résolu que le Conseil de la MRC des Chenaux autorise le directeur général à entreprendre un processus visant à l'embauche d'un chauffeur.

Adoptée.

5. FINANCES, MATÉRIEL, ÉQUIPEMENT ET BÂTISSE

2024-11-249

5a. LISTE DES CHÈQUES ÉMIS ET AUTRES SOMMES DÉBOURSÉES

Il est proposé par monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes, appuyé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, et résolu que soit adoptée la liste des chèques numéro 13939 à 13950 ainsi que les autres sommes déboursées au 27 novembre 2024 totalisant 1 624 644,74 \$.

Adoptée.

5b. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR PARTIES

2024-11-250

5bi. CATÉGORIE I

Considérant qu'en vertu de l'article 975 du *Code municipal du Québec*, le budget d'une municipalité régionale de comté doit être adopté séparément, par résolution, pour chacune des catégories regroupant l'ensemble des fonctions à l'égard desquelles les représentants des mêmes municipalités locales sont habilités à participer aux délibérations et au vote ;

Considérant qu'en vertu de l'article 976 du *Code municipal du Québec*, le directeur général doit, avec l'approbation du Conseil, répartir entre toutes les municipalités locales concernées les sommes payables à la municipalité régionale de comté en vertu des ordres municipaux de même que transmettre une copie certifiée conforme de cette répartition ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, appuyé par madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, et unanimement résolu, par les représentants des municipalités regroupées à l'intérieur de la **catégorie I (toutes les municipalités)**, d'adopter les prévisions budgétaires deux mille vingt-cinq relatives aux recettes, dépenses et affectations de cette catégorie ci-après inscrites :

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

RECETTES	
- Quotes-parts des municipalités	3 668 940 \$
- Autres recettes de sources locales	766 680 \$
- Transferts	2 396 660 \$
- Affectation du surplus non affecté	0 \$
- Affectation du surplus réservé au développement du territoire	0 \$
Total des recettes	6 832 280 \$

DÉPENSES ET AFFECTATIONS	
- Législation	197 904 \$
- Gestion financière et administrative	563 784 \$
- Évaluation foncière	613 062 \$
- Autres dépenses en administration	137 111 \$
- Édifice, dépenses d'opération	76 543 \$
- Sécurité incendie	241 213 \$
- Transport collectif	749 142 \$
- Santé et bien-être	297 748 \$
- Développement économique	395 879 \$
- Développement touristique	144 342 \$
- Accès entreprise Québec	200 000 \$
- Promotion et développement économique autres	185 292 \$
- Quote-part à la Régie (Énercycle) – compétence II	2 425 958 \$
- Aménagement du territoire	495 544 \$
- Développement culturel	94 090 \$
- Amortissement des immobilisations – 157 794	
- Intérêts sur l'emprunt pour les minibus et le FLS	14 668 \$
Total des dépenses	6 832 280 \$

Il est également résolu que le directeur général soit et est, par la présente, requis de transmettre une facturation à chacune des municipalités locales concernées par cette catégorie, accompagnée d'une copie certifiée conforme de cette répartition, selon les dispositions du règlement prévoyant les modalités de l'établissement des quotes-parts des dépenses de la MRC des Chenaux et de leur paiement par les municipalités membres.

Il est finalement résolu que toute aide financière additionnelle en provenance du gouvernement du Québec soit entièrement appliquée en vue de réduire le montant affecté au surplus disponible pour l'année 2025.

Adoptée.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

2024-11-251

5bii. CATÉGORIE III

Considérant qu'en vertu de l'article 975 du *Code municipal du Québec*, le budget d'une municipalité régionale de comté doit être adopté séparément, par résolution, pour chacune des catégories regroupant l'ensemble des fonctions à l'égard desquelles les représentants des mêmes municipalités locales sont habilités à participer aux délibérations et au vote ;

Considérant qu'en vertu de l'article 976 du *Code municipal du Québec*, le directeur général doit, avec l'approbation du Conseil, répartir entre toutes les municipalités locales concernées les sommes payables à la municipalité régionale de comté en vertu des ordres municipaux de même que transmettre une copie certifiée conforme de cette répartition ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Christian Fortin, maire de Batiscan, appuyé par madame France Bédard, mairesse de Saint-Prospér-de-Champlain, et unanimement résolu, par les représentants des municipalités regroupées à l'intérieur de la **catégorie III (toutes les municipalités sauf Notre-Dame-du-Mont-Carmel)**, d'adopter les prévisions budgétaires deux mille vingt-cinq relatives aux recettes, dépenses et affectations de cette catégorie ci-après inscrites :

RECETTES	
- Quotes-parts des municipalités (Sécurité publique)	4 299 \$
Total des recettes	4 299 \$

DÉPENSES	
- Rémunération des membres	2 866 \$
- Allocation non imposable	1 433 \$
Total des dépenses	4 299 \$

Il est également résolu que le directeur général soit et est, par la présente, requis de transmettre une facturation à chacune des municipalités locales concernées par cette catégorie, accompagnée d'une copie certifiée conforme de cette répartition, selon les dispositions du règlement prévoyant les modalités de l'établissement des quotes-parts des dépenses de la MRC des Chenaux et de leur paiement par les municipalités membres de cette catégorie.

Adoptée.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

2024-11-252

5biii. CATÉGORIE V

Considérant qu'en vertu de l'article 975 du *Code municipal du Québec*, le budget d'une municipalité régionale de comté doit être adopté séparément, par résolution, pour chacune des catégories regroupant l'ensemble des fonctions à l'égard desquelles les représentants des mêmes municipalités locales sont habilités à participer aux délibérations et au vote ;

Considérant qu'en vertu de l'article 976 du *Code municipal du Québec*, le directeur général doit, avec l'approbation du Conseil, répartir entre toutes les municipalités locales concernées les sommes payables à la Municipalité régionale de comté en vertu des ordres municipaux de même que transmettre une copie certifiée conforme de cette répartition ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Guy Simon, maire de Champlain, appuyé par monsieur Luc Pellerin, maire de Saint-Stanislas, et unanimement résolu, par les représentants des municipalités regroupées à l'intérieur de la **catégorie V (Collecte des ordures)**, d'adopter les prévisions budgétaires deux mille vingt-cinq relatives aux recettes, dépenses et affectations de cette catégorie ci-après inscrites :

RECETTES	
- Quotes-parts des municipalités membres	414 720 \$
Total des recettes	414 720 \$

DÉPENSES	
- Salaires des employés	104 049 \$
- Contributions de l'employeur	24 694 \$
- Frais de déplacement	1 000 \$
- Service téléphonique	2 396 \$
- Soutien informatique	265 \$
- Assurance incendie	3 064 \$
- Assurance des véhicules	5 251 \$
- Système d'alarme	1 505 \$
- Immatriculation des véhicules	10 222 \$
- Entretien du bâtiment et du terrain	3 000 \$
- Entretien des véhicules	50 000 \$
- Diesel	50 000 \$
- Vêtements et équipements de sécurité	1 650 \$
- Articles de nettoyage	1 000 \$
- Dépenses diverses	1 000 \$
- Électricité	5 200 \$
- Compensation tenant lieu de taxes	3 250 \$
- Indemnité pour dommages causés	1 000 \$
- Amortissement des immobilisations – 120 577 \$	

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

- Intérêts sur l'emprunt pour les camions	34 859 \$
- Intérêts sur l'emprunt pour le garage	2 515 \$
- Remboursement en capital - camions	92 200 \$
- Remboursement en capital – garage	16 600 \$
Total des dépenses	414 720 \$

Il est également résolu que le directeur général soit et est, par la présente, requis de transmettre une facturation à chacune des municipalités locales concernées par cette catégorie, accompagnée d'une copie certifiée conforme de cette répartition, selon les dispositions du règlement prévoyant les modalités de l'établissement des quotes-parts des dépenses de la MRC des Chenaux et de leur paiement par les municipalités membres de cette catégorie.

Adoptée.

2024-11-253

5biv. CATÉGORIE VI

Considérant qu'en vertu de l'article 975 du *Code municipal du Québec*, le budget d'une municipalité régionale de comté doit être adopté séparément, par résolution, pour chacune des catégories regroupant l'ensemble des fonctions à l'égard desquelles les représentants des mêmes municipalités locales sont habilités à participer aux délibérations et au vote ;

Considérant qu'en vertu de l'article 976 du *Code municipal du Québec*, le directeur général doit, avec l'approbation du Conseil, répartir entre toutes les municipalités locales concernées les sommes payables à la municipalité régionale de comté en vertu des ordres municipaux de même que transmettre une copie certifiée conforme de cette répartition ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes, appuyé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, et unanimement résolu, par les représentants des municipalités regroupées à l'intérieur de la **catégorie VI (Enfouissement sanitaire)**, d'adopter les prévisions budgétaires deux mille vingt-cinq relatives aux recettes, dépenses et affectations de cette catégorie ci-après inscrites :

RECETTES	
- Quotes-parts des municipalités membres	600 062 \$
Total des recettes	600 062 \$

DÉPENSES	
- Enfouissement sanitaire	600 062 \$
Total des dépenses	600 062 \$

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Il est également résolu que le directeur général soit et est, par la présente, requis de transmettre une facturation à chacune des municipalités locales concernées par cette catégorie, accompagnée d'une copie certifiée conforme de cette répartition, selon les dispositions du règlement prévoyant les modalités de l'établissement des quotes-parts des dépenses de la MRC des Chenaux et de leur paiement par les municipalités membres de cette catégorie.

Adoptée.

2024-11-254

5c. ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-149 D'IMPOSITION DES QUOTES-PARTS ET AUTRES CHARGES POUR L'ANNÉE 2025

Considérant qu'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé lors de la séance du Conseil du 16 octobre 2024 ;

Par ces motifs, il est proposé par madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, appuyé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et résolu à l'unanimité d'adopter le règlement 2024-149, prévoyant les modalités de l'établissement des quotes-parts des dépenses de la MRC des Chenaux pour l'année 2025 et de leur paiement par les municipalités membres.

RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-149

Prévoyant les modalités de l'établissement des quotes-parts
des dépenses de la MRC des Chenaux pour l'année 2025
et de leur paiement par les municipalités membres

Article 1 Dépenses de la catégorie I

Les données servant à établir la base de répartition des dépenses de la catégorie I des prévisions budgétaires 2025 de la Municipalité régionale de comté des Chenaux proviennent de la richesse foncière uniformisée respective de chaque municipalité au sens de l'article 261.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale* en référant aux sommaires du rôle d'évaluation 2025, déposé le 1^{er} novembre 2025, sauf à l'égard :

- 1.1 des quotes-parts relatives aux dépenses de législation du conseil qui sont réparties également selon le nombre de municipalités, sauf pour la partie du régime de retraite des élus basée sur le salaire de base qui est facturé aux municipalités participantes, la partie du régime de retraite basé sur les comités et les salaires de préfet et de préfet suppléant sont réparties également selon le nombre de municipalités ;
- 1.2 de la contribution à la Journée de la famille des Chenaux qui est répartie également selon le nombre de municipalités ;

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

- 1.3 des dépenses relatives à l'évaluation foncière, dont les données servant à établir la base de répartition des dépenses inscrites aux prévisions budgétaires 2025 de la Municipalité régionale de comté des Chenaux, sont celles apparaissant dans la case « valeurs totales » du sommaire du rôle d'évaluation foncière 2025 respectif de chaque municipalité, multipliées par le facteur comparatif approuvé par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour le même exercice financier ;
- 1.4 de la contribution à l'Unité régionale de loisir et de sport de la Mauricie (URLS) qui est répartie en proportion de la population respective de chaque municipalité de la MRC comme établi par le plus récent décret gouvernemental sur la population du Québec ;
- 1.5 des coûts d'utilisation et d'entretien du réseau de fibre optique desservant les municipalités et du service Internet « haute vitesse », qui sont répartis également selon le nombre de municipalités participantes ;
- 1.6 d'une partie de la contribution au Parc de la rivière Batiscan qui sera équivalente à un dollar cinquante par habitant pour chacune des municipalités participantes, dont le nombre respectif est présenté au plus récent décret gouvernemental sur la population du Québec ;
- 1.7 de la quote-part payable à Énercycle (Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie) pour le traitement des matières recyclables et l'élimination des résidus de déchets dangereux ainsi que le financement de l'écocentre qui est répartie en proportion de la population respective de chaque municipalité de la MRC, comme établi par le plus récent décret gouvernemental sur la population du Québec ;
- 1.8 de la quote-part payable à Énercycle (Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie) pour le traitement des matières organiques qui est répartie en proportion de la population respective de chaque municipalité de la MRC, comme établi par le plus récent décret gouvernemental sur la population du Québec ;
- 1.9 de la quote-part payable à l'Office régional d'habitation des Chenaux qui est répartie selon les dépenses de chacun des Offices municipaux d'habitation, lesquelles sont fournies par le conseil d'administration de l'Office régional d'habitation des Chenaux ;
- 1.10 de la partie des dépenses de transport attribuable au transport adapté qui est répartie selon la population.

Article 2 Dépenses de la catégorie III (Comité de sécurité publique)

Catégorie III : Pour l'ensemble des municipalités sauf Notre-Dame-du-Mont-Carmel.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Les données servant à établir la base de répartition des dépenses de la catégorie III relatives à la tenue des réunions du comité de sécurité publique de la Municipalité régionale de comté des Chenaux proviennent de la richesse foncière uniformisée respective de chaque municipalité au sens de l'article 261.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Article 3 Dépenses de la catégorie V (Collecte des déchets)

Les quotes-parts relatives aux dépenses, autres que celles du service de la dette du service de cueillette et de transport des déchets sont réparties, parmi les municipalités bénéficiant du service, selon :

- le nombre total de logements en référant aux sommaires du rôle d'évaluation 2025, déposé le 1^{er} novembre 2024 et ;
- le nombre total de kilomètres des routes du territoire respectif de chacune des municipalités.

Article 4 Dépenses de la catégorie VI (Enfouissement des déchets)

Toute dépense relative à l'enfouissement des déchets en provenance du territoire des municipalités de Batiscan, Champlain, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Sainte-Geneviève-de-Batiscan, Saint-Luc-de-Vincennes, Saint-Maurice, Saint-Narcisse, Saint-Prosper-de-Champlain et Saint-Stanislas, et transportés, sous la responsabilité de la Municipalité régionale de comté des Chenaux, sera partagée en proportion des déchets enfouis pour les neuf premiers mois de l'année 2024, en provenance du territoire respectif de chacune d'elles. En fin d'année, un ajustement sera effectué selon le tonnage réel de chacune des municipalités.

Article 5 Dépenses de la catégorie VII (Cour municipale)

Pour l'ensemble des municipalités, les données servant à établir la base de répartition des dépenses de la Cour municipale proviennent de la richesse foncière uniformisée respective de chaque municipalité au sens de l'article 261.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Article 6 Cours d'eau

Toute dépense relative à un ou plusieurs cours d'eau, qui aura été supportée par la Municipalité régionale de comté des Chenaux fera l'objet d'une quote-part spécifique, équivalente au montant que celle-ci a dû déboursier, et devra être produite à la (aux) municipalité(s) concernée(s) pour être remboursées par celle(s)-ci dans les trente (30) jours.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Article 7 Date des paiements

Le montant total des quotes-parts de chacune des municipalités, établi aux articles 1 à 6 du présent règlement, est payable en quatre versements. Le premier versement est exigible trente jours suivant la date d'envoi de la demande de paiement.

L'échéance du deuxième versement des répartitions est fixée au 30 avril 2025.

L'échéance du troisième versement des répartitions est fixée au 30 juin 2025.

L'échéance du quatrième et dernier versement des répartitions est fixée au 31 août 2025.

Adoptée.

2024-11-255

5d. DATE DES SÉANCES ORDINAIRES DU CONSEIL POUR 2025

Établissement du calendrier 2025

*Le Conseil municipal doit établir, **avant le début de chaque année civile**, le **calendrier** de ses **séances ordinaires** pour cette année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune (art. 148 C.M. et 319 L.C.V.). Une fois le calendrier adopté par résolution du Conseil, le secrétaire-trésorier ou le greffier devra donner un avis public du contenu du calendrier (art. 148.0.1 C.M. et 320 L.C.V.).*

Considérant que l'article 148 du *Code municipal du Québec* prévoit que le Conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, appuyé par monsieur Guy Simon, maire de Champlain, et unanimement résolu :

- 1- Que le calendrier ci-après soit adopté relativement à la tenue des séances ordinaires du Conseil de la MRC des Chenaux pour 2025, qui se tiendront le mercredi et qui débiteront à dix-sept heures (17 h) :
 - 15 janvier • 19 février • 19 mars • 16 avril • 21 mai • 18 juin • 20 août
 - 17 septembre • 15 octobre • 26 novembre
- 2- Qu'un avis public du contenu du présent calendrier soit publié par le directeur général et greffier-trésorier, conformément à la loi.

Adoptée.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

2024-11-256

5e. CALENDRIER 2025 POUR LA COLLECTE DES DÉCHETS DOMESTIQUES

Considérant que le service d'hygiène du milieu de la MRC des Chenaux intervient sur tout son territoire à l'exception du territoire de la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel ;

Considérant qu'afin de bien gérer la qualité du service offert, un calendrier annuel est produit et soumis aux représentants ;

Par ces motifs, il est proposé par madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, appuyé par madame France Bédard, mairesse de Saint-Prosper-de-Champlain, et résolu à l'unanimité des représentants des municipalités prenant part à l'entente d'approuver le calendrier préparé pour la collecte des déchets domestiques.

Adoptée.

2024-11-257

5f. ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-150 SUR LA RÉGIE INTERNE DES SÉANCES DE LA MRC DES CHENAUX

Attendu l'article 491 du *Code municipal du Québec* qui permet au Conseil d'adopter des règlements pour régler la conduite des débats du Conseil et pour le maintien du bon ordre et de la bienséance pendant les séances ;

Attendu que la MRC des Chenaux désire agir afin de maintenir l'ordre et le décorum lors des séances du Conseil de la MRC des Chenaux ;

Attendu qu'il est opportun que le Conseil adopte un règlement à cet effet ;

Attendu qu'un avis de motion du présent règlement a été donné et qu'un projet de règlement a dûment été déposé à la séance du 16 octobre 2024 ;

En conséquence, il est proposé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, appuyé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan et résolu à l'unanimité que le règlement suivant soit adopté :

RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-150

Relatif à la régie interne des séances de la MRC des Chenaux

TITRE

Article 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

DES SÉANCES DU CONSEIL

Article 2

Les séances ordinaires du Conseil ont lieu conformément au calendrier établi par résolution du Conseil, aux jours et heures qui y sont fixés et qui peuvent être modifiés par résolution.

Article 3

Le Conseil siège dans la salle des délibérations du Conseil, à la MRC des Chenaux, situé au 630, rue Principale, Saint-Luc-de-Vincennes, G0X 3K0, ou à tout autre endroit fixé par résolution.

Article 3.1

Un membre du Conseil de la MRC des Chenaux peut, s'il le souhaite, participer à distance à une séance du Conseil par un moyen permettant à toutes les personnes qui participent ou assistent à la séance de se voir et de s'entendre en temps réel, dans les cas suivants :

1. lors d'une séance extraordinaire ;
2. en raison d'un motif lié à sa sécurité ou à sa santé ou à celles d'un proche et, si un motif de santé est invoqué, pour un maximum de trois séances ordinaires par année ou, le cas échéant, pour la durée indiquée dans un certificat médical attestant que la participation à distance du membre est nécessaire ;
3. en raison d'une déficience entraînant une incapacité significative et persistante qui constitue un obstacle à sa participation en personne aux séances du Conseil ;
4. en raison de sa grossesse ou de la naissance ou de l'adoption de son enfant, auquel cas sa participation à distance ne peut dépasser le nombre de semaines consécutives suivant :
 - a. 50, s'il ne s'est pas absenté pour un motif de grossesse ou de naissance ou d'adoption de son enfant conformément à l'article 317 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (chapitre E-2.2) ;
 - b. le nombre résultant de la soustraction, de 50, du nombre de semaines durant lesquelles il s'est absenté pour un motif visé au sous-paragraphe a.

La participation à distance est permise seulement si le membre participe à la séance à partir d'un lieu situé au Québec ou dans une province limitrophe.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Le procès-verbal de la séance doit mentionner le nom de tout membre du conseil qui y a participé à distance.

Lorsque la majorité des membres du Conseil participent à distance à une séance, la MRC des Chenaux doit faire un enregistrement vidéo de la séance et le rendre disponible au public, sur son site Internet ou sur tout autre site Internet qu'elle désigne par résolution, à compter du jour ouvrable suivant celui où la séance a pris fin.

Article 4

Les séances du conseil sont publiques.

Article 5

Les délibérations doivent y être faites à haute et intelligible voix.

Article 6

À moins qu'il n'en soit fait autrement état dans l'avis de convocation, les séances extraordinaires du Conseil débutent à 19 h.

ORDRE ET DÉCORUM

Article 7

Le Conseil est présidé dans ses séances par son préfet ou le préfet suppléant, ou, à défaut, par un membre choisi parmi les conseillers présents.

Article 8

Le préfet ou toute personne qui préside à sa place maintient l'ordre et le décorum et décide des questions d'ordre durant les séances du Conseil, sauf appel au Conseil. Il peut ordonner l'expulsion de toute personne qui trouble l'ordre.

ORDRE DU JOUR

Article 9

Le greffier-trésorier (le greffier) fait préparer, pour l'usage des membres du Conseil, un projet d'ordre du jour de toute séance ordinaire qui doit être transmis aux membres du Conseil, avec les documents disponibles, au plus tard 72 heures à l'avance. Le défaut d'accomplissement de cette formalité n'affecte pas la légalité de la séance.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Article 10

L'ordre du jour doit être établi selon le modèle suivant :

- a. Ouverture ;
- b. Adoption de l'ordre du jour ;
- c. Adoption du procès-verbal de la séance antérieure ;
- d. Gestion du personnel ;
- e. Finances, matériel, équipement et bâtisse ;
- f. Aménagement et développement du territoire ;
- g. Rapports des comités ;
- h. Fonds régions et ruralité ;
- i. Développement économique ;
- j. Appuis demandés ;
- k. Correspondance déposée ;
- l. Pour votre information ;
- m. Autres sujets ;
- n. Période de questions ;
- o. Clôture de la séance.

Article 11

L'ordre du jour d'une séance ordinaire est complété et modifié, au besoin, avant son adoption, à la demande de tout membre du Conseil de la MRC des Chenaux.

Article 12

L'ordre du jour d'une séance ordinaire peut, après son adoption, être modifié en tout moment, mais alors, avec l'assentiment de la majorité des membres du Conseil présents.

Article 13

Les items à l'ordre du jour sont appelés suivant l'ordre dans lequel ils figurent.

APPAREILS D'ENREGISTREMENT

Article 14

L'utilisation de tout appareil photographique, de caméra vidéo, de caméra de télévision ou autre est autorisée aux conditions suivantes :

- a. Seuls les membres du Conseil de la MRC des Chenaux et les officiers qui les assistent, de même que, pendant la période de questions seulement, les personnes qui posent des questions aux membres du Conseil, peuvent être captés par un appareil photographique, une caméra vidéo, une caméra de télévision ou tout autre appareil d'enregistrement de l'image.

**Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux**

- b. L'utilisation de tout appareil photographique, de caméra vidéo, de caméra de télévision ou autre appareil d'enregistrement de l'image n'est autorisée qu'à la condition que l'utilisation de l'appareil soit faite silencieusement et sans d'aucune façon déranger la tenue de l'assemblée.

Article 15

L'utilisation d'un appareil d'enregistrement mécanique ou électronique de la voix est autorisée durant les séances du Conseil de la MRC des Chenaux, à la condition que l'utilisation de l'appareil soit faite silencieusement et sans, d'aucune façon, déranger la tenue de l'assemblée ; l'appareil utilisé devra demeurer en la possession physique de son utilisateur, ou encore être déposé sur une table ou sur un espace désigné et identifié à cette fin ; ni l'appareil d'enregistrement, ni le micro ou toute autre composante de cet appareil ne devront être placés sur la table du Conseil devant celle-ci ou à proximité de celle-ci.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Article 16

Les séances du Conseil comprennent une période au cours de laquelle les personnes présentes peuvent poser des questions orales aux membres du Conseil.

Article 17

Cette période est d'une durée maximum de trente minutes à chaque séance, mais peut prendre fin prématurément s'il n'y a plus de question adressée au Conseil.

Les personnes qui résident sur le territoire de la municipalité ou qui sont propriétaires d'un immeuble ou occupants d'un établissement d'entreprise situé sur ce territoire ont priorité pour poser une question.

S'il reste du temps après que ces personnes aient posé leurs questions, toute autre personne peut poser une question au Conseil.

Article 17.1

Les personnes désirant bénéficier de la priorité relative aux résidents et propriétaires doivent s'inscrire auprès du greffier-trésorier (greffier), en fournissant une preuve de leur identité et de leur propriété, le cas échéant.

La période d'inscription commence trente minutes avant le début de la séance et se termine cinq minutes avant le début de la séance.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Article 18

Tout membre du public présent désirant poser une question devra :

- a. s'identifier au préalable;
- b. s'adresser au président de la séance;
- c. déclarer à qui sa question s'adresse;
- d. ne poser qu'une seule question et une seule sous-question sur le même sujet. Toutefois, toute personne pourra poser une nouvelle question ainsi qu'une nouvelle sous-question, lorsque toutes les personnes qui désirent poser une question l'auront fait, et ainsi de suite à tour de rôle jusqu'à l'expiration de la période de questions;
- e. s'adresser en termes polis et ne pas user de langage injurieux et libelleux.

Article 19

Chaque intervenant bénéficie d'une période maximum de cinq minutes pour poser une question et une sous-question, après quoi le président de la séance peut mettre fin à cette intervention.

Article 20

Le membre du Conseil à qui la question a été adressée peut soit y répondre immédiatement, y répondre à une assemblée subséquente ou y répondre par écrit.

Article 21

Chaque membre du Conseil peut, avec la permission du président, compléter la réponse donnée.

Article 22

Seules les questions de nature publique seront permises, par opposition à celles d'intérêt privé ne concernant pas les affaires de la MRC des Chenaux.

Article 23

Tout membre du public présent lors d'une séance du Conseil qui désire s'adresser à un membre du Conseil ou au directeur général, ne peut le faire que durant la période de questions.

Article 24

Tout membre du public présent lors d'une séance du Conseil, qui s'adresse à un membre du Conseil ou au directeur général pendant la période de questions, ne peut que poser des questions en conformité des règles établies aux articles 18, 19, 22 et 23.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Article 25

Tout membre du public présent lors d'une séance du Conseil doit s'abstenir de crier, de chahuter, de chanter, de faire du bruit ou poser tout autre geste susceptible d'entraver le bon déroulement de la séance.

Tout membre du public présent doit faire preuve de respect à l'endroit des membres du Conseil et des autres membres du public présents dans la salle.

Article 26

Tout membre du public présent lors d'une séance du Conseil doit obéir à une ordonnance de la personne qui préside l'assemblée ayant trait à l'ordre et au décorum durant les séances du Conseil.

DEMANDES ÉCRITES

Article 27

Les pétitions ou autres demandes écrites adressées au Conseil ou à l'un des membres ne sont ni portées à l'ordre du jour ni lues lors de l'assemblée, sauf dans les cas prévus à la loi.

PROCÉDURES DE PRÉSENTATION DES DEMANDES, RÉOLUTIONS ET PROJETS DE RÈGLEMENT

Article 28

Un élu ne prend la parole qu'après avoir signifié, en levant la main, son intention de ce faire au président de l'assemblée. Le président de l'assemblée donne la parole à l'élu selon l'ordre des demandes.

Article 29

Les résolutions et les règlements sont présentés par un élu qui explique le projet au Conseil, ou, à la demande du président, par le greffier-trésorier (le greffier).

Une fois le projet présenté, le président de l'assemblée doit s'assurer que tous les membres du Conseil qui désirent se prononcer sur la question ont eu l'occasion de le faire.

Une fois le projet de résolution ou de règlement présenté, et que tous les membres du Conseil qui désirent se prononcer sur la question ont eu l'occasion de le faire, un membre du Conseil peut présenter une demande d'amendement au projet.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Article 30

Lorsqu'une demande d'amendement est faite par un membre du Conseil, le Conseil doit d'abord voter sur l'amendement présenté. Lorsque l'amendement est adopté, le Conseil vote alors sur le projet original tel qu'amendé. Lorsque l'amendement n'est pas adopté, le Conseil vote sur le projet original. Les règles applicables au vote sur le projet original s'appliquent au vote d'amendement.

Article 31

Tout membre du Conseil peut en tout temps, durant le débat, exiger la lecture de la proposition originale ou de l'amendement et le président ou le greffier-trésorier (le greffier), à la demande du président ou du membre du Conseil qui préside la séance, doit alors en faire la lecture.

Article 32

À la demande du président de l'assemblée, le greffier-trésorier (le greffier) peut donner son avis ou présenter les observations ou suggestions qu'il juge opportunes relativement aux questions en délibération.

VOTE

Article 33

Les votes sont donnés à vive voix et, sur réquisition d'un membre du Conseil, ils sont inscrits au livre des délibérations du Conseil.

Article 34

Sauf le président de l'assemblée, tout membre du Conseil de la MRC des Chenaux est tenu de voter sous peine des sanctions prévues à la loi, à moins qu'il n'en soit exempt ou empêché en raison de son intérêt dans la question concernée, conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2).

Article 35

Toute décision doit être prise à la double majorité des membres présents, sauf lorsque la loi demande une autre majorité.

Article 36

Lorsque les voix sont également partagées, la décision est considérée comme rendue dans la négative.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Article 37

Les motifs de chacun des membres du Conseil, lors d'un vote, ne sont pas consignés au procès-verbal.

AJOURNEMENT

Article 38

Toute séance ordinaire ou extraordinaire peut être ajournée par le Conseil à une autre heure du même jour ou à un autre jour subséquent, sans qu'il soit nécessaire de donner avis de l'ajournement aux membres qui n'étaient pas présents ;

Aucune affaire nouvelle ne peut être soumise ou prise en considération lors d'un ajournement d'une séance extraordinaire, sauf si tous les membres du Conseil sont alors présents et y consentent.

Article 39

Deux membres du Conseil peuvent, quand il n'y a pas quorum, ajourner la séance une heure après que le défaut de quorum a été constaté. L'heure de l'ajournement et les noms des membres du Conseil présents doivent être inscrits au procès-verbal de la séance.

Dans ce cas, un avis spécial écrit de l'ajournement doit être donné par le greffier-trésorier aux membres du Conseil qui n'étaient pas présents lors de l'ajournement. La signification de cet avis doit être constatée, à la reprise de la séance ajournée, de la même manière que celle de l'avis de convocation d'une séance extraordinaire.

PÉNALITÉ

Article 40

Toute personne qui agit en contravention des articles 14, 15, 18e, 23 à 26 et 28 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 200 \$ pour une première infraction et de 400 \$ pour une récidive, ladite amende ne devant en aucun cas être supérieure à 1000 \$. Les frais pour chaque infraction sont en sus.

À défaut de paiement dans le délai imparti par la Cour, le contrevenant sera passible des sanctions prévues au *Code de procédure pénale du Québec* (RLRQ, c. C-25.1).

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES ET FINALES

Article 41

Aucune disposition du présent règlement ne doit être interprétée de façon à restreindre les pouvoirs qui sont accordés par la loi aux membres du Conseil de la MRC des Chenaux.

Article 42

Le présent règlement entrera en vigueur selon la Loi.

Adoptée.

**5g. AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-151
CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES – RETRAIT**

Madame Suzanne Rompré, mairesse de la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade, par la présente :

- Donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, un règlement relatif aux conditions administratives et financières – retrait.
- Dépose le projet de règlement 2024-151, conditions administratives et financières - retrait.

PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-151

Relatif aux conditions administratives et financières - retrait

Considérant que toute municipalité locale peut, dans les matières autres que celles expressément prévues à la loi, dont celles prévues aux deuxième et quatrième alinéas de l'article 188 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, exercer le droit de retrait à l'égard de tout ou partie de la compétence de la MRC ;

Considérant que suivant l'article 188.3 de ladite Loi, la MRC peut, par règlement, «*prévoir les modalités et conditions administratives et financières relatives à l'exercice du droit de retrait prévu au troisième alinéa de l'article 188 ou à la cessation de cet exercice, notamment pour déterminer les sommes qui doivent être versées par la municipalité exerçant ou cessant d'exercer ce droit.*»

Considérant qu'un avis de motion a été donné et qu'un projet de règlement a été déposé lors de la séance ordinaire du conseil de la MRC tenue le 27 novembre 2024 ;

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Considérant que le directeur général et greffier-trésorier mentionne que le présent règlement a pour objet de déterminer les modalités et conditions administratives et financières en lien avec l'exercice du droit de retrait et de cessation de cet exercice conformément à l'article 188.3 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* ;

En conséquence, le conseil décrète ce qui suit :

CHAPITRE I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

1. Objet

Le présent règlement a pour objet de prévoir les modalités et conditions administratives et financières relatives à l'exercice du droit de retrait prévues au troisième alinéa de l'article 188 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, de même que les modalités et conditions liées à la cessation de cet exercice.

2. Interprétation

Le présent règlement doit être interprété selon les principes de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16).

CHAPITRE II

MODALITÉS ADMINISTRATIVES - RETRAIT

3. Délai – exercice du droit de retrait prévu à l'article 188.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*

Une municipalité locale peut exercer son droit de retrait selon les modalités prévues à l'article 188.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*. Elle peut également mettre fin à ce retrait selon les modalités prévues à l'article 188.2 de cette Loi.

À l'égard de la compétence visée :

1° Le retrait peut être exercé à n'importe quel moment au cours d'un exercice financier, avec effet au 1^{er} jour de l'exercice financier suivant, uniquement dans la mesure où, au plus tard le dernier vendredi de septembre de l'exercice financier au cours duquel le droit est exercé, la résolution certifiée conforme prescrite à l'article 188.1 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* a été reçue au bureau de la MRC.

À défaut de respecter ce délai (par exemple, une résolution reçue en octobre ou en novembre d'une année), les modalités financières liées à l'exercice du retrait s'appliqueront au 1^{er} janvier du 2^e exercice financier suivant.

2° N'importe quand au cours d'un exercice financier, avec effets au cours de cet exercice, avec le consentement de la MRC.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

4. Dispositions particulières – entreprise visée aux articles 111 et suivants de la Loi sur les compétences municipales

Malgré ce qui précède, une municipalité locale peut exercer son retrait au plus tard 45 jours suivant la réception d'une résolution d'intention de participation adoptée conformément à l'article 111.1 de la *Loi sur les compétences municipales* à l'égard de l'entreprise visée par cette résolution. Pour des fins de précision, le droit de retrait s'applique alors de manière spécifique à l'égard de l'entreprise en cause.

CHAPITRE III

CONDITIONS FINANCIÈRES – RETRAIT

5. Conditions financières - généralités

Sous réserve de la disposition particulière prévue à l'article 6, une municipalité locale déjà assujettie à une compétence de la MRC qui exerce le retrait prévu au troisième alinéa de l'article 188 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* est soumise aux règles suivantes :

- 1^o Elle ne contribue pas au paiement des dépenses liées à la compétence faisant l'objet du retrait, à compter de la prise d'effet de ce retrait, conformément à ce qui est indiqué à l'article 3 ;
- 2^o Elle doit continuer d'assumer, pour l'année au cours de laquelle elle se retire et pour chacune des années subséquentes, la totalité de sa part, à l'égard des engagements déjà souscrits par la MRC à compter de la réception par elle de la résolution faisant état du retrait ;
- 3^o Sans restreindre la généralité de ce qui précède, la municipalité locale demeure assujettie au paiement des coûts découlant des engagements financiers souscrits par la MRC, dont les coûts afférents à tout investissement que la MRC a fait pour financer, par le biais d'un règlement d'emprunt, toute matière relative à l'exercice de la compétence ayant fait l'objet du retrait.
- 4^o La municipalité locale n'a pas et n'aura pas le droit de participer dans tout ou partage des bénéfices afférents à l'exercice de la compétence pour laquelle elle a exercé le retrait et ce, à compter de la prise d'effet de ce retrait.
- 5^o La municipalité locale n'a pas et n'aura pas droit de participer dans tout surplus découlant d'une répartition qui serait faite, entre les municipalités locales, à l'égard de la compétence pour laquelle le retrait a été exercé sauf si, au moment où ce droit devient applicable, la municipalité locale est à nouveau assujettie à la compétence de la MRC.

6. Retrait – entreprise - articles 111 et suivants de la Loi sur les compétences municipales

L'exercice du droit de retrait concernant la participation dans une entreprise conformément aux articles 111 et suivants de la *Loi sur les compétences municipales*, produit les effets suivants et ce, à compter de l'adoption de la résolution d'exercice du droit de retrait :

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

- 1^o La municipalité locale ne participe pas à la répartition de l'actif, incluant, sans s'y limiter, les recettes, revenus, profits, reliquats, surplus, créances, droits municipaux, excédents ou autres produits, afférents à la compétence relativement à l'entreprise concernée ;
- 2^o La municipalité locale ne contribue pas au paiement des dépenses afférentes à la compétence relativement à l'entreprise ;
- 3^o La municipalité locale n'assume aucun des engagements financiers souscrits par la MRC dans le cadre de toute entente de partenariat conclue par la MRC en lien avec l'entreprise.
- 4^o La municipalité locale demeure assujettie au paiement des coûts découlant des engagements financiers souscrits par la MRC, dont les coûts afférents à tout investissement que la MRC a fait pour financer, par le biais d'un règlement d'emprunt, toute matière relative à l'exercice de la compétence ayant fait l'objet du retrait.

7. Modalités de paiement

Toute somme payable en vertu du présent chapitre doit l'être dans les 60 jours de l'envoi d'un compte à cet effet. Toute somme porte intérêt au taux de 15 % l'an, à compter de la date d'échéance du paiement.

CHAPITRE IV

CONDITIONS ADMINISTRATIVES – CESSATION DU RETRAIT

8. Cessation du droit de retrait

Une municipalité locale qui a exercé son droit de retrait relativement à la compétence de la MRC et qui veut cesser cet exercice, peut le faire, dans le respect des conditions suivantes :

- 1^o Elle doit adopter une résolution suivant laquelle :
 - a) Elle cesse l'exercice de son droit de retrait à l'égard de la compétence de la MRC ;
 - b) Elle s'engage à payer à la MRC, au bénéfice des municipalités locales alors assujetties à la compétence de la MRC, une compensation financière établie par un expert indépendant désigné par la MRC au plus tard dans les 60 jours de la réception de la résolution relative à la cessation de l'exercice du droit de retrait. Cet expert déterminera cette compensation financière :
 - i. À la date de la résolution relative à la cessation de l'exercice du droit de retrait et ;
 - ii. En fonction, notamment des conditions du marché, des revenus et passifs découlant, le cas échéant, de la compétence de la MRC et ;
 - iii. Des sommes déjà engagées par la MRC en relation avec la décision de la municipalité locale de cesser l'exercice de son droit de retrait, notamment les honoraires professionnels ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

c) Elle indique qu'elle s'engage à respecter les exigences prescrites au présent règlement.

2^o La résolution adoptée en vertu de l'article 188.2 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* a été reçue au bureau de la MRC au plus tard le dernier vendredi de septembre de l'exercice financier au cours duquel cette résolution est adoptée ;

3^o Toutes les sommes payables par la municipalité locale en lien avec l'exercice de son droit de retrait et qui cesse cet exercice ont été totalement payées à la MRC.

À compter du moment où toutes les étapes et conditions prévues au 1^{er} alinéa ont été accomplies, la municipalité locale redevient assujettie à la compétence de la MRC, avec toutes les conséquences que cela implique.

Une municipalité locale qui cesse d'exercer son droit de retrait n'a droit de participer aux bénéfices nets liés à la compétence de la MRC qu'après le moment où elle a cessé d'exercer son droit de retrait.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS FINALES

9. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la Loi.

2024-11-258

5h. FONDS DES NOUVELLES INITIATIVES DE RECHERCHE ET SAUVETAGE – ADOPTION DE L'ENTENTE DE CONTRIBUTION

Considérant que le ministre de la Sécurité publique et Protection civile du Canada a créé le Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage dont l'objectif est de soutenir des projets qui visent la prévention et l'intervention en matière de recherche et sauvetage ;

Considérant que la MRC des Chenaux a déposé un projet dans le cadre du Fonds des nouvelles initiatives de recherche et de sauvetage afin de sensibiliser, prévenir et implanter la sécurité nautique sur l'ensemble de son territoire ;

Considérant que par la correspondance du 18 septembre 2024, le ministère de la Sécurité publique et Protection civile du Canada confirmait une aide financière non remboursable d'un montant de 378 750,00 \$ à la MRC des Chenaux pour le projet sensibilisation, prévention et implantation de la sécurité nautique dans la MRC des Chenaux ;

Considérant qu'un projet d'entente de contribution entre le ministère de la Sécurité publique et Protection civile du Canada et la MRC des Chenaux a été déposé aux membres du Conseil de la MRC des Chenaux lors d'une rencontre préparatoire et que ceux-ci ont pu en prendre connaissance ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Guy Simon, maire de Champlain, appuyé par monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes, et unanimement résolu que le Conseil de la MRC des Chenaux adopte l'entente de contribution à intervenir entre le ministère de la Sécurité publique et Protection civile du Canada et la MRC des Chenaux.

Il est également résolu de nommer monsieur Guy Veillette, préfet de la MRC des Chenaux, comme signataire de ladite entente.

Adoptée.

2024-11-259

5i. OCTROI DU MANDAT DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA RÉALISATION D'UN PLAN DE SÉCURITÉ

Considérant que la MRC des Chenaux a procédé à un appel d'offres public pour la réalisation d'un plan de sécurité ;

Considérant que ce projet est réalisé dans le cadre du Programme d'aide à la voirie locale du ministère des Transports et de la Mobilité durable (ministère) ;

Considérant que lors de l'ouverture des soumissions, le 30 octobre dernier, trois (3) firmes ont déposé leurs documents avant la date et l'heure limite ;

Considérant qu'un Comité s'est rencontré afin de tirer une conclusion sur l'analyse effectuée par chacun des membres, et ce, pour chacune des soumissions reçues ;

Considérant que le pointage intérimaire de chacune des soumissions devait être supérieur à 70 % afin que l'enveloppe de prix soit ouverte ;

Considérant que le résultat des soumissions conformes se détaille comme suit :

	CIMA+	STANTE C
Prix soumis (taxes incluses)	144 828,26 \$	129 931,63 \$
Pointage final	8,01	9,39
Rang	2	1

Considérant que pour les raisons décrites ci-haut, le Comité de sélection de la MRC des Chenaux recommande d'octroyer le contrat pour les services professionnels à la firme ayant obtenu le meilleur pointage final, soit : « STANTEC » au montant de 129 931,63 \$ taxes incluses ;

Considérant que l'aide financière a été confirmée par le Ministère ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Par ces motifs, il est proposé par madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, appuyé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, et unanimement résolu que le mandat soit octroyé tel que recommandé par le Comité de sélection.

Il est également résolu d'autoriser le préfet de la MRC des Chenaux, monsieur Guy Veillette, à signer la convention d'aide financière.

Adoptée.

6. AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

6a. CONFORMITÉ DE RÈGLEMENT MUNICIPAL

Les membres du Conseil n'ont reçu aucune demande ce mois-ci.

6b. RÉGLEMENTATION DES TERRITOIRES CONTIGUS (DOCUMENTS DISPONIBLES SUR DEMANDE)

- i. MRC de Bécancour – règlement numéro 420 modifiant le règlement no. 289 concernant le schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC de Bécancour afin d'actualiser la gestion de l'urbanisation à l'échelle du territoire de la ville de Bécancour ;
- ii. MRC de Portneuf – règlement numéro 419 modifiant le schéma d'aménagement et de développement de la MRC de Portneuf aux fins d'agrandir le périmètre d'urbanisation de la ville de Saint-Raymond et d'y ajuster les limites des affectations résidentielles, rurales et récréatives ;
- iii. Ville de Trois-Rivières – règlement modifiant le schéma d'aménagement et de développement révisé (2016, chapitre 170) afin d'autoriser les logements intergénérationnels en dehors des périmètres d'urbanisation (2024, chapitre 88) ;

2024-11-260

6c. ADOPTION DU RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-147 MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ NUMÉRO 2007-02-47 CONCERNANT L'IDENTIFICATION DES AIRES DE PROTECTION DES LIEUX DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES AINSI QUE LA CRÉATION DE DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉOLIENNES

Attendu que le règlement numéro 2007-02-47 relatif au Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) est entré en vigueur sur le territoire de la MRC des Chenaux le 21 juin 2007 ;

Attendu qu'en novembre 2023, TES Canada H2 inc. (TES) a annoncé un projet touchant le territoire de la MRC des Chenaux qui implique l'implantation d'éoliennes ;

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Attendu que le document complémentaire du SADR de la MRC des Chenaux n'a pas de dispositions relatives aux éoliennes, mais que l'usage serait autorisable partout sur le territoire de la MRC des Chenaux par la grille de compatibilité des usages dans les grandes affectations du territoire ;

Attendu que très peu de zones dans les règlements municipaux visées par le projet de TES Canada H2 inc. permettent l'implantation d'éoliennes ;

Attendu que l'adoption d'un règlement de contrôle intérimaire (RCI) sur les éoliennes n'a pas été retenue étant donné que les municipalités locales devront permettre l'usage dans les zones désirées ;

Attendu que les aires de protection des lieux de captage des eaux souterraines municipaux n'étaient pas identifiées au SADR et qu'il ne sera pas permis d'implanter des éoliennes dans ces aires ;

Attendu qu'il y a lieu d'entreprendre une procédure de modification du schéma d'aménagement et de développement révisé afin que soit encadrée l'implantation d'éoliennes ;

Attendu que l'avis gouvernemental mentionne que la MRC devra définir le caractère de vulnérabilité des aires de protection des ouvrages de captage des eaux souterraines dans le cas où elles outrepassent les limites de la municipalité locale qui les utilise pour desservir sa population

Attendu que l'avis gouvernemental mentionne également que la MRC devra prévoir un mécanisme obligeant les municipalités locales dont le territoire est couvert par une portion des aires de protection des ouvrages de captage des eaux souterraines de municipalités voisines à adopter des mesures de protection de la nappe en fonction de sa vulnérabilité et du traitement apporté à l'eau potable distribuée ;

Attendu qu'un avis de motion du présent règlement a dûment été donné lors de la séance du Conseil tenue le 17 avril 2024 et qu'un projet de règlement a dûment été déposé par un membre du Conseil lors de ladite séance ;

Attendu qu'un projet de règlement a été adopté lors de la séance du Conseil tenue le 17 avril 2024 ;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a eu lieu le 5 juin 2024, qu'environ 275 personnes se sont présentées et que les questions et commentaires ont été considérés lors de la rédaction du règlement ;

Attendu que plusieurs commentaires ont été formulés et acheminés par courriel et que ceux-ci ont aussi été considérés lors de la rédaction du règlement ;

Attendu que le projet de règlement était disponible pour consultation sur le site Internet de la MRC des Chenaux ;

Attendu que le projet de règlement a été envoyé à chaque municipalité concernée et aux MRC contiguës et qu'aucun commentaire n'a été reçu ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

À ces causes, il est proposé par monsieur Guy Simon, maire de Champlain, appuyé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et unanimement résolu que le Conseil des maires adopte le règlement 2024-147, modifiant le Schéma d'aménagement et de développement révisé no. 2007-02-47 concernant l'identification des aires de protection des lieux de captage des eaux souterraines ainsi que la création de dispositions relatives aux éoliennes.

Adoptée.

RÈGLEMENT NUMÉRO 2024-147

modifiant le Schéma d'aménagement et de développement révisé no. 2007-02-47 concernant l'identification des aires de protection des lieux de captage des eaux souterraines ainsi que la création de dispositions relatives aux éoliennes.

Article 1 TITRE

Le présent règlement porte le titre de «Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement révisé no. 2007-02-47 concernant l'identification des aires de protection des lieux de captage des eaux souterraines ainsi que la création de dispositions relatives aux éoliennes».

Article 2 PRÉAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante.

Article 3 BUT DU RÈGLEMENT

La présente modification au schéma d'aménagement et de développement révisé vise à identifier les aires de protections immédiates, bactériologiques, virologiques et éloignées des lieux de captage des eaux souterraines. Le règlement vise aussi à intégrer des dispositions relatives aux éoliennes commerciales et domestiques sur le territoire de la MRC des Chenaux.

Article 4 IDENTIFICATION DES AIRES DE PROTECTION DES OUVRAGES DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES

L'article 10.5 du document complémentaire est modifié par l'ajout de la phrase suivante à la fin du paragraphe : « Les aires de protection des lieux de captage des eaux souterraines appartenant aux municipalités sont localisées sur la carte des équipements et infrastructures (carte 6). Dans le cas où ces aires débordent du territoire d'une municipalité, les municipalités dont le territoire couvre le débordement de ces aires doivent adopter minimalement les mesures de protection prévues aux articles 58 à 64 et 66 du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (chapitre Q-2, r. 35,2). »

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Article 5 CARTE DES ÉQUIPEMENTS ET INFRASTRUCTURES

La carte 6 des équipements et infrastructures est modifiée sur l'ensemble du territoire de la MRC des Chenaux afin d'y inclure les aires de protection des ouvrages de captage des eaux souterraines et elle est annexée au présent règlement.

Article 6 TABLEAU D'INDICE DE VULNÉRABILITÉ DES AIRES DE PROTECTION DES OUVRAGES DE CAPTAGE DES EAUX SOUTERRAINES

Le tableau « Indice de vulnérabilité des aires de protection des ouvrages de captage des eaux souterraines » est ajouté à la suite de l'article 10.5 du « DOCUMENT COMPLÉMENTAIRE ». Le tableau peut se lire comme suit.

Tableau d'indice de vulnérabilité des aires de protection des ouvrages de captage des eaux souterraines

Municipalité	Puits	Aire	Indice
Batiscan	NP-1 et NP-2	Immédiate	Moyen
		Intermédiaire bactériologique	Moyen
		Intermédiaire virologique	Moyen
		Éloignée	Moyen
Champlain	P-1 et P-2	Immédiate	Moyen
		Intermédiaire bactériologique	Moyen
		Intermédiaire virologique	Moyen
		Éloignée	Moyen
	PE-1, PE-3 et PE-4	Immédiate	Élevé
		Intermédiaire bactériologique	Élevé
		Intermédiaire virologique	Élevé
		Éloignée	Élevé
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Bélisle 1 et Bélisle 2	Immédiate	Faible
		Intermédiaire bactériologique	Faible
		Intermédiaire virologique	Faible
		Éloignée	Élevé
	P-1, P-2 et P-3	Immédiate	Moyen
		Intermédiaire bactériologique	Moyen
		Intermédiaire virologique	Moyen
		Éloignée	Moyen
Sainte-Anne-de-la-Pérade	X0010643	Immédiate	Faible
		Intermédiaire bactériologique	Faible
		Intermédiaire virologique	Faible
		Éloignée	Moyen
Sainte-Genève-de-Batiscan	P-1	Immédiate	Faible
		Intermédiaire bactériologique	Faible
		Intermédiaire virologique	Faible
		Éloignée	Faible

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

	P-3	Immédiate	Faible
		Intermédiaire bactériologique	Faible
		Intermédiaire virologique	Faible
		Éloignée	Faible
	P-4	Immédiate	Faible
		Intermédiaire bactériologique	Faible
		Intermédiaire virologique	Faible
		Éloignée	Moyen
Saint-Maurice	PE-1 et P-1	Immédiate	Faible
		Intermédiaire bactériologique	Faible
		Intermédiaire virologique	Faible
		Éloignée	Faible à élevé

Article 7 DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉOLIENNES

La section 11 du document complémentaire est créée et est nommée : « Dispositions relatives aux éoliennes ». Elle se lit comme suit :

« 11. Dispositions relatives aux éoliennes

11.1 Définitions

Pour l'interprétation de la présente section, à moins que le contenu n'exige une interprétation différente, les mots ou expressions qui suivent ont le sens et la signification qui leur sont attribués dans le présent article.

Installation d'élevage

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

Construction

Bâtiment ou ouvrage de quelque type que ce soit résultant de l'assemblage de matériaux ; se dit aussi de tout ce qui est érigé, édifié ou construit, dont l'utilisation exige un emplacement sur le sol ou joint à quelque chose exigeant un emplacement sur le sol.

Éolienne

Structure formée d'une tour, d'une nacelle et de pales destinée à la production d'électricité par l'action du vent.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Éolienne commerciale

Une ou plusieurs éoliennes destinées à la production d'énergie électrique vendue à un réseau de distribution d'électricité ou distribuée à un réseau de transport privé.

Éolienne domestique

Éolienne subordonnée et accessoire à l'utilisation principale sur le lot ou le terrain fournissant de l'énergie électrique réservée à l'utilisation sur place et vouée à l'autoconsommation.

Habitation

Bâtiment destiné à abriter des êtres humains et comprenant un ou plusieurs logements, incluant les chalets de villégiature.

Hauteur d'une éolienne

Signifie la hauteur du mât de l'éolienne, mesurée à partir du niveau moyen du sol, additionné à la longueur d'une pale.

Immeuble protégé

Un immeuble correspondant à un de ceux qui suivent :

- un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture ;
- un parc municipal ;
- une plage publique ;
- une marina définie comme étant un ensemble touristique comprenant le port de plaisance et les aménagements qui le bordent et identifiés au schéma d'aménagement (aux fins du présent règlement, la marina située à l'embouchure de la rivière Batiscan est considérée comme un immeuble protégé) ;
- le terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la *Loi sur la santé et les services sociaux* (L.R.Q., c. S -4.2) ;
- un établissement de camping qui offre au public, moyennant rémunération, des sites permettant d'accueillir des véhicules de camping ou des tentes, à l'exception du camping à la ferme appartenant au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ;
- les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature ;
- le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf ;
- un temple religieux ;
- un théâtre d'été ;
- un établissement d'hébergement au sens du Règlement sur les établissements touristiques, à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire ;

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

- un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus détenteur d'un permis d'exploitation à l'année ainsi qu'une table champêtre ou toute autre formule similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.
- un site patrimonial reconnu par une instance compétente et identifié au schéma d'aménagement.

Milieu humide et hydrique

Fait référence à des lieux d'origine naturelle ou anthropique qui se distinguent par la présence d'eau de façon permanente ou temporaire, laquelle peut être diffuse, occuper un lit ou encore saturer le sol et dont l'état est stagnant ou en mouvement. Lorsque l'eau est en mouvement, elle peut s'écouler avec un débit régulier ou intermittent.

Parc éolien

Regroupement de plusieurs éoliennes commerciales reliées entre elles par un réseau électrique. Le parc éolien comprend des constructions, des équipements ou des ouvrages accessoires, tels que des chemins d'accès, des bâtiments de service, un raccordement au réseau électrique, etc.

Périmètre d'urbanisation

La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans une municipalité déterminée par le schéma d'aménagement à l'exception de toute partie de ce périmètre qui serait comprise dans une zone agricole.

Propriété vacante à taille déterminée

Propriété vacante faisant partie d'un secteur désigné par la Commission de la protection du territoire et des activités agricoles du Québec en vertu de l'article 59 et inscrite dans le Schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC des Chenaux.

Poste de raccordement

Structure permettant l'intégration de l'électricité produite par une ou des éoliennes à une ligne de transport d'électricité à haute tension afin que le courant soit distribué sur le réseau électrique.

11.2 Interprétation des dispositions normatives

Lorsqu'une norme exige de respecter une distance par rapport à un élément mentionné, la distance se mesure à partir de l'extrémité de la pale en direction de l'élément cité.

Les normes incluses dans les articles 11.3 à 11.22 ne s'appliquent que pour l'implantation d'éoliennes commerciales.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

11.3 Protection des périmètres d'urbanisation

Toute éolienne doit être située à au moins 1 500 mètres des limites de tout périmètre d'urbanisation.

11.4 Protection des affectations résidentielles rurales

Toute éolienne doit être située à au moins 800 mètres des limites de toute affectation résidentielle rurale.

11.5 Protection des habitations

Toute éolienne générant une production d'énergie électrique de 2 mégawatts (MW) et moins doit respecter une distance minimale de 600 mètres de toute habitation. Pour chaque kilowatt (KW) additionnel, une distance de 0,05 mètre sera ajoutée à la distance minimale de 600 mètres.

Toutefois, lorsque jumelée à un groupe électrogène diesel, toute éolienne doit être située à au moins 1,5 kilomètre de toute habitation.

Toute nouvelle habitation ne peut s'implanter à moins de 600 mètres d'une éolienne. L'agrandissement ou le déplacement d'une habitation existante n'est pas permis à moins de 550 mètres d'une éolienne.

11.6 Protection des immeubles protégés

Toute éolienne doit être située à au moins 600 mètres de tout immeuble protégé, tel que défini à l'article 11.1 du présent règlement.

Tout nouvel immeuble protégé ne peut s'implanter à moins de 600 mètres d'une éolienne. L'agrandissement d'un immeuble protégé existant n'est pas permis à moins de 500 mètres d'une éolienne.

11.7 Protection des installations d'élevage

Toute éolienne générant une production d'énergie électrique de 2 mégawatts (MW) et moins doit respecter une distance minimale de 300 mètres de tout bâtiment d'élevage. Pour chaque kilowatt (KW) additionnel, une distance de 0,05 mètre sera ajoutée à la distance minimale de 300 mètres.

Tout nouveau bâtiment d'élevage ne pourra s'installer à moins de 300 mètres d'une éolienne. L'agrandissement d'un bâtiment d'élevage existant est toutefois permis.

11.8 Protection des milieux humides ou hydriques

Toute éolienne doit être située à au moins 60 mètres d'un cours d'eau permanent ou à 30 mètres d'un cours d'eau intermittent.

Toute éolienne doit être située à au moins 1000 mètres du fleuve Saint-Laurent, de la rivière Batiscan, de la rivière Sainte-Anne et de la rivière Saint-Maurice.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

L'implantation d'une éolienne est interdite dans un milieu humide.

Toute éolienne doit aussi se situer à au moins 60 mètres d'un milieu humide classé utilisation durable ou options de restauration et à au moins 100 mètres d'un milieu humide classé options de protection ou milieu sensible comme indiqué dans le Plan régional des milieux humides et hydriques de la MRC des Chenaux.

11.9 Protection des aires de protection des ouvrages de captage des eaux souterraines

Toute éolienne doit être implantée à l'extérieur des aires de protection des ouvrages de captage des eaux souterraines.

Toute éolienne doit être implantée à au moins 100 mètres d'un puits privé.

11.10 Protection du Chemin du Roy et de la route nationale 138

Toute éolienne doit être située à au moins 1000 mètres de l'emprise des voies publiques empruntées par la route touristique du Chemin du Roy et de l'emprise de la route 138.

11.11 Protection des chemins publics

Toute éolienne doit être située à au moins 700 mètres de l'emprise d'un chemin public. Un chemin public ne peut être implanté à moins d'une fois la hauteur d'une éolienne déjà implantée.

11.12 Protection des chemins de fer

Toute éolienne doit être située à au moins une fois la hauteur de l'éolienne de l'emprise d'un chemin de fer. Un chemin de fer ne peut être implanté à moins d'une fois la hauteur d'une éolienne déjà implantée.

11.13 Protection des pistes cyclables, des sentiers de quad et de motoneige

Toute éolienne doit être située à au moins une fois la hauteur de l'éolienne d'une piste cyclable, d'un sentier de quad ou de motoneige. Une piste cyclable, un sentier de quad ou un sentier de motoneige ne peut être implanté à moins d'une fois la hauteur d'une éolienne déjà implantée.

11.14 Aires protégées et habitats fauniques

Aucune éolienne ne pourra être implantée dans une aire protégée inscrite au Registre des aires protégées au Québec selon la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*.

Aucune éolienne ne pourra être implantée dans un habitat faunique au sens de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

11.15 Implantation au sol

L'implantation d'une éolienne est permise sur un lot pour lequel le propriétaire a accordé son autorisation par écrit quant à son utilisation du sol et de l'espace situé au-dessus du sol (espace aérien).

Toute éolienne doit être implantée de façon à ce que l'extrémité des pales soit toujours située à une distance d'au moins 20 mètres d'une ligne de lot appartenant à un propriétaire différent. Cette distance ne s'applique pas si le terrain adjacent est assujéti à une servitude notariée afin de permettre l'empiétement de l'éolienne sur la marge de recul prescrite ou sur le terrain lui-même.

Une éolienne et ses équipements ne peuvent occuper une superficie hors sol supérieure à 500 m² lorsqu'elle est en opération, soit après sa construction.

11.16 Forme et couleur

Les éoliennes doivent être de forme longiligne et tubulaire, sans hauban et de couleur blanche ou grise. La base de la tour, dont la limite se situe à 20 mètres au-dessus du sol, peut être de couleur verte.

11.17 Fils électriques

L'implantation des fils électriques reliant les éoliennes doit être souterraine. Toutefois, le raccordement peut être aérien si le réseau de fils doit traverser un lac, un cours d'eau, un milieu humide, une couche de roc, une zone inondable ou tout autre type de contraintes physiques.

Toutefois, l'implantation souterraine ne s'applique pas au filage électrique longeant les voies publiques. Lors du démantèlement des parcs éoliens, ces fils électriques devront être obligatoirement retirés du sol. Les poteaux électriques devront également être retirés.

11.18 Chemin d'accès

Un chemin d'accès menant à une éolienne peut être aménagé aux conditions suivantes :

La surface de roulement maximale permise est d'une largeur de 12 mètres. Toutefois, cette largeur peut être plus élevée afin de permettre la livraison de composantes éoliennes lors de la phase de construction ou lors d'une phase de réfection.

Un chemin d'accès doit être implanté à une distance supérieure à 1,5 mètre d'une ligne de lot à l'exception d'un chemin d'accès mitoyen. Dans ce cas, l'autorisation écrite du propriétaire ou des propriétaires des lots concernés est nécessaire à l'aménagement de ce chemin.

Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

11.19 Sous-station et poste de raccordement

L'aménagement d'une sous-station ou d'un poste de raccordement doit être situé à au moins 200 mètres de toute construction. Une construction ne peut être implantée à moins de 200 mètres d'une sous-station ou d'un poste de raccordement. Afin de diminuer l'impact visuel sur le paysage, une clôture d'une opacité minimale de 80 % doit être aménagée autour de toute sous-station ou poste de raccordement. La clôture doit avoir une hauteur minimale de 2,5 mètres sans toutefois excéder 3 mètres.

Tout sous-station et poste de raccordement appartenant à Hydro-Québec ne sont pas visés par le présent article.

11.20 Démantèlement

Après l'arrêt de l'exploitation d'une éolienne ou d'un parc éolien, les installations devront être démantelées dans un délai maximal de 24 mois. Les travaux de démantèlement comprennent également la fondation de toute éolienne sur une profondeur d'au moins 2 mètres. Une remise en état du site devra être effectuée à la fin des travaux de démantèlement pour lui permettre de reprendre son apparence naturelle. Les espaces libres laissés par le retrait des fondations doivent être comblés par de la terre végétale afin de permettre la remise en culture rapide de la terre.

11.21 Affichage

Aucun affichage de type commercial ou autre n'est autorisé sur l'éolienne et à ses abords. Toutefois, une enseigne visant à assurer la sécurité et identifier la propriété de l'éolienne est autorisée à une hauteur maximale de 2 mètres du socle de l'éolienne. Une telle enseigne ne pourra avoir une superficie supérieure à 1 mètre carré.

11.22 Dispositions relatives à l'implantation d'éoliennes domestiques

Aucune éolienne domestique ne pourra être implantée à moins de répondre à toutes les conditions suivantes :

- La puissance maximale d'une éolienne domestique est de 150 KW ;
- Une distance minimale de 1 fois la hauteur de l'éolienne doit être maintenue entre celle-ci et les limites du terrain. Cette distance peut être réduite par le biais d'une entente notariée entre les propriétaires concernés ;
- Une distance minimale de 1,5 fois la hauteur de l'éolienne doit être maintenue entre celle-ci et un bâtiment ou une piscine sur le même terrain ou de toute emprise d'utilité publique ;
- Pour être autorisée, une éolienne domestique ne doit en aucun cas générer un bruit supérieur à 40 Db, et ce, autant à basse qu'à haute vitesse dans un rayon de 10 mètres de l'appareil ;
- Lorsque couplée avec une génératrice (diesel ou autre), la génératrice devra être installée de façon à ne générer aucun bruit supérieur à 40 Db sur les lots adjacents ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

- Le raccordement et l'implantation des fils électriques reliant l'éolienne à d'autres structures devront être enfouis sous le niveau du sol, sauf pour celles installées sur des toitures ou dans de tels cas, les fils devront être passés dans une gaine fixée à même l'édifice ;
- L'éolienne ne peut être implantée à moins de 1 fois la hauteur totale de l'éolienne d'un milieu humide ;
- L'éolienne ne peut être implantée dans une aire protégée inscrite au Registre des aires protégées au Québec selon la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*.»

Article 7

Le présent règlement entre en vigueur, conformément à la loi.

2024-11-261

6d. ADOPTION DU FORMULAIRE DE DESCRIPTION DE PROJET DANS LE CADRE DU SOUTIEN FINANCIER ACCORDÉ POUR LA MISE À JOUR DU SCHEMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT POUR Y INTÉGRER LES NOUVELLES ORIENTATIONS GOUVERNEMENTALES EN AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Considérant que le schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC des Chenaux est entré en vigueur le 21 février 2007 ;

Considérant que la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire a été rendue publique par le gouvernement du Québec, le 6 juin 2022 ;

Considérant que le gouvernement du Québec a adopté le 22 mai 2024 les nouvelles orientations gouvernementales en aménagement du territoire qui entreront en vigueur le 1^{er} décembre 2024 ;

Considérant qu'une convention d'aide financière entre le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et la MRC des Chenaux a été signée en juillet 2024 dans le cadre de la mesure 1.4 du Plan de mise en œuvre 2023-2027 de la Politique nationale de l'architecture et de l'aménagement du territoire ;

Considérant que le gouvernement du Québec a établi une aide financière à l'intérieur de son Plan de mise en œuvre, afin de soutenir les MRC dans ce processus de mise à jour des schémas d'aménagement et de développement ;

Considérant que cette aide financière représente une somme de 207 918 \$ répartie sur une période de trois ans, soit du 20 mai 2024 au 31 mars 2027 ;

Considérant qu'une description du projet liée au processus de mise à jour du schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC des Chenaux doit être élaborée dans les six mois de la signature d'une convention d'aide financière ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Considérant qu'il y a lieu de présenter une description du projet relative à la révision du schéma d'aménagement et de développement révisé, et ce, en vue d'intégrer les nouvelles OGAT ;

Considérant que les membres du Conseil ont pu prendre connaissance du formulaire de description du projet relatif à la révision du schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC des Chenaux lors d'une rencontre préparatoire ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, appuyé par madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, et unanimement résolu que le Conseil de la MRC des Chenaux adopte le formulaire de description du projet relatif à la révision du schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC des Chenaux et l'achemine au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Il est également résolu d'autoriser le directeur général, monsieur Patrick Baril, à signer pour et au nom de la MRC des Chenaux, le formulaire de ladite description du projet.

Adoptée.

2024-11-262

6e. **ADOPTION DU DOCUMENT INDIQUANT LA NATURE DES MODIFICATIONS À ÊTRE APPORTÉES À LA RÉGLEMENTATION D'URBANISME POUR LE RÈGLEMENT 2023-144 MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ NUMÉRO 2007-02-47 CONCERNANT LA MODIFICATION DE LA LIMITE DE L'AFFECTATION RÉCRÉATIVE ET L'AFFECTATION AGRICOLE SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE BATISCAN**

Considérant que la MRC des Chenaux a adopté, le 27 novembre 2024, le règlement 2023-144 modifiant son Schéma d'aménagement et de développement révisé numéro 2007-02-47 concernant la modification de la limite de l'affectation récréative et l'affectation agricole sur le territoire de la municipalité de Batiscan ;

Par ce motif, il est proposé par monsieur Christian Fortin, maire de Batiscan, appuyé par madame France Bédard, mairesse de Saint-Prospér-de-Champlain, et unanimement résolu d'adopter également le document intitulé « Document indiquant la nature des modifications à être apportées à la réglementation d'urbanisme ».

Adoptée.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

2024-11-263

6f. DEMANDE D'APPUI À UNE DEMANDE D'AIRE PROTÉGÉE : LA BATISCAN, UNE RIVIÈRE, UNE HISTOIRE, UN TERROIR

Considérant que le Québec a adhéré au nouveau Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, dont la cible phare vise à conserver 30 % des terres et des océans de la planète (cible 3) d'ici 2030 ;

Considérant que le gouvernement du Québec a lancé un appel à projets d'aires protégées en territoire public méridional le 5 juin dernier ouvert à tous et visant à recueillir des propositions d'aires protégées d'acteurs de divers horizons ;

Considérant qu'afin d'atteindre cette nouvelle cible, les municipalités et MRC sont appelées à jouer un rôle stratégique de premier plan en raison de leur expertise en matière d'aménagement du territoire ;

Considérant que le Québec protège actuellement près de 17 % de son territoire continental, et que les écosystèmes au sud du 49^e parallèle s'y trouvent sous-représentés ;

Considérant qu'à l'heure actuelle, 5,1 % (48,46 km²) du territoire de la MRC des Chenaux est désigné comme aire protégée ;

Considérant que la MRC des Chenaux souhaite jouer un rôle actif dans la protection des milieux naturels et semi-naturels de son territoire ;

Considérant que Marie-Claude Gaudet a déposé, à titre personnel, la demande de création d'une aire protégée de type paysage humanisé sur la rivière Batiscan.

Considérant que le territoire visé par la proposition fournit des services écologiques à la population, favorise le déplacement des espèces et abrite des espèces en situation précaire ;

Considérant que le schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) de la MRC des Chenaux a pour orientation d'aménagement (Section Environnement, page 87) d'« Assurer la protection du patrimoine naturel, notamment par la conservation des écosystèmes aquatiques et les habitats fauniques et par la sauvegarde des espèces menacées » ;

Considérant que le projet de Plan régional de milieux humides et hydriques (PRMHH) de la MRC des Chenaux a identifié une partie de la rivière Batiscan comme option de protection et s'est doté de l'objectif 1 soit d'assurer la protection de 100 % des milieux en option protection sur le territoire de la MRC ;

Considérant que la MRC des Chenaux désire faire l'évaluation de la cohabitation des usages possibles dans une aire protégée de type paysage humanisé afin de ne pas compromettre le développement de projets comme celui de la relance de la centrale hydroélectrique de Saint-Narcisse ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Considérant qu'aux termes de la *Loi sur la conservation du patrimoine naturel* (RLRQ, c. C-61.01), une aire protégée est un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés ;

Considérant que des phases d'analyse et de concertation seront portées par le gouvernement et permettront de caractériser adéquatement les territoires et de rassembler toute l'information nécessaire à une prise de position éclairée quant aux territoires à protéger en priorité dans la région ;

Considérant que la priorisation des territoires à protéger prendra en compte la vision des parties prenantes régionales ;

Considérant que la prochaine étape, à l'automne 2024, consiste à une préanalyse des projets par les ministères concernés ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, appuyé par monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes, et résolu d'appuyer l'analyse par le gouvernement du Québec de la proposition d'aire protégée de Marie-Claude Gaudet sur la rivière Batiscan.

Adoptée.

7. RAPPORTS

7a. RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Monsieur Patrick Baril, directeur général, présente le rapport préparé pour la période du 17 octobre 2024 au 27 novembre 2024.

7b. REPRÉSENTANT(S) D'ÉNERCYCLE (RGMRM)

Monsieur Luc Dostaler fait état des activités d'Énercycle (RGMRM).

7c. COMITÉ CULTUREL

Monsieur Christian Fortin, président du comité culturel, fait le bilan des dossiers en cours.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

7d. COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

Monsieur Guy Veillette, président du comité de développement du territoire, fait état des dossiers en cours de réalisation par le comité.

7e. COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

Monsieur Guy Simon, président du comité des ressources humaines, résume les dossiers en cours.

7f. COMITÉ DE SÉCURITÉ INCENDIE

Monsieur Christian Gendron, président du comité de sécurité incendie, présente les dossiers en cours.

7g. COMITÉ SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Monsieur Christian Fortin, président du comité sur la sécurité publique, résume les dossiers en cours.

7h. COMMUNAUTÉ ENTREPRENEURIALE DES CHENAUX

Monsieur Guy Veillette, président du comité de la communauté entrepreneuriale, présente le rapport préparé par notre agent de développement entrepreneurial pour la période finissant le 16 novembre 2024.

7i. COMITÉ TOURISTIQUE

Monsieur Guy Veillette, président du comité, résume le rapport d'activités préparé par notre agente de développement touristique pour le mois d'octobre 2024.

7j. COMITÉ DE TRANSITION SUR LE TRANSPORT DES PERSONNES

Monsieur Luc Dostaler, président du comité de transition sur le transport des personnes, présente les dossiers en cours.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

7k. ÉNERGIE COMMUNAUTAIRE DE LA RIVIÈRE BATISCAN

Monsieur Guy Veillette résume les dossiers en cours.

8. FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ

8a. ENVELOPPES DÉDIÉES

2024-11-264

8ai. MUNICIPALITÉ DE SAINT-LUC-DE-VINCENNES

Considérant que, suivant la Politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie, une enveloppe de 10 000 \$ par année, plus deux dollars par habitant est dédiée à chacune des municipalités du territoire pour la réalisation de projets apportant une valeur ajoutée à la qualité de vie de leurs citoyens ;

Considérant que les projets à réaliser ne doivent pas être compris dans les opérations courantes des municipalités, telles que des travaux de voirie, d'aqueduc ou d'égouts ;

Considérant que, pour avoir droit à cette aide financière, toute municipalité doit confirmer, dans sa demande, un engagement d'au moins 6 000 \$ par enveloppe annuelle ;

Considérant que les projets doivent être acheminés directement au Conseil de la MRC des Chenaux à l'aide du formulaire prévu à cet effet ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, appuyé par madame France Bédard, mairesse de Saint-Prosper-de-Champlain, et résolu unanimement que le Conseil de la MRC des Chenaux approuve les projets suivants :

Municipalité	Projet	Coût total	Subvention
Saint-Luc-de-Vincennes (Enveloppe 2022)	Station d'ancrage pour vélos électriques en libre-service	19 500 \$	11 040 \$
Saint-Luc-de-Vincennes (Enveloppe 2023)	Amélioration des équipements techniques du centre communautaire	18 600 \$	11 004 \$
Saint-Luc-de-Vincennes (Enveloppe 2024)	Amélioration du milieu de vie du centre communautaire	18 000 \$	10 948 \$

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Il est également résolu :

- 1- Que les montants ainsi autorisés soient versés comme suit :
 - Les projets devront être terminés au 28 février 2025 ;
 - 100 % à la suite de la réception d'un rapport final ;
- 2- Que le directeur général soit et est, par la présente, autorisé à signer les documents et à émettre les chèques requis.

Adoptée.

8b. DEMANDES RÉGIONALES

2024-11-265

8bi. TOURNÉE ARTS ET TERROIR 2025

Considérant que la MRC des Chenaux s'est dotée d'un budget pour soutenir financièrement des projets reconnus comme structurants pour le secteur touristique ;

Considérant que les membres du comité consultatif touristique se sont réunis pour prendre en considération un projet (Tournée Arts et Terroir 2025) ayant fait l'objet d'une analyse de la part de l'agente de développement culturel et touristique, eu égard aux critères d'admissibilité du budget ;

Considérant que ce projet implique la participation de deux autres territoires de la Mauricie, soit la MRC de Maskinongé et la MRC de Mékinac ;

Considérant qu'une aide financière d'une valeur de 16 500 \$ (12 500 \$ en contribution monétaire et 4 000 \$ en service) est demandée à la MRC des Chenaux ;

Considérant les recommandations dudit comité ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes, appuyé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, et résolu que le Conseil de la MRC des Chenaux approuve le projet suivant :

Promoteur	Projet	Subvention	Coût total du Projet
MRC des Chenaux	Projet Tournée Arts et Terroir 2025	12 500 \$	125 000 \$

**Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux**

Il est également résolu :

- 1- Que le montant ainsi autorisé soit versé aux conditions recommandées de la manière suivante :
 - Une somme de 4 500 \$ sera versée en provenance du résiduel du budget touristique 2024, 1 000 \$ en provenance du budget culture et 7 000 \$ sera affecté au budget touristique 2025 ;
 - 100 % à la suite de la réception d'un rapport final comprenant notamment les informations à fournir au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ;
- 2- Que le directeur général soit et est, par la présente, autorisé à signer les documents et à émettre les chèques requis en temps opportun.

Adoptée.

2024-11-266

8bii. SKATE PARK DU TREMLIN

Considérant que la MRC des Chenaux s'est dotée d'une politique pour soutenir financièrement des projets reconnus comme structurants afin d'améliorer les milieux de vie ;

Considérant que les membres du comité de recommandation se sont réunis pour prendre en considération un projet ayant fait l'objet d'analyse de la part de la coordonnatrice du service de développement du territoire, eu égard aux critères d'admissibilité de ladite politique ;

Considérant les recommandations dudit comité ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Guy Simon, maire de Champlain, appuyé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, et unanimement résolu que le Conseil de la MRC des Chenaux approuve le projet suivant :

Promoteur	Projet	Subvention FRR	Coût total du Projet
École Le Tremplin	Skate park du Tremplin	4 180 \$	31 562 \$

Il est également résolu que le directeur général soit et est, par la présente, autorisé à signer les documents et à émettre les chèques requis en temps opportun.

Adoptée.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

2024-11-267

8c. LA MAISON DE LA FAMILLE DES CHENAUX – APPUI AU PROJET PAPA EN ACTION POUR UN FINANCEMENT DANS LE FRR VOLET 4 : SOUTIEN À LA VITALISATION ET À LA COOPÉRATION INTERMUNICIPALE : AXE VITALISATION DU FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ (FRR)

Considérant que la Maison de la famille Des Chenaux désire déposer une demande d'aide financière dans le cadre du Fonds régions et ruralité volet 4 : Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale : axe Vitalisation ;

Considérant que le projet déposé, *Papa en Action*, vise notamment à argumenter la saine coparentalité, à augmenter le lien d'attachement père/enfant, à créer des moments de qualité entre père/enfant et à enrichir le développement des enfants par des activités ludiques et sportives ;

Considérant que le projet répond aux objectifs du comité enfance jeunesse famille réussite éducative de la MRC des Chenaux ;

Considérant que la MRC des Chenaux ne peut appuyer financièrement ce projet étant donné que les budgets d'investissements 2024 sont complètement engagés ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, appuyé par madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, et unanimement résolu que la MRC des Chenaux appui la Maison de la famille Des Chenaux pour son projet *Papa en Action* pour un financement dans le Fonds régions et ruralité volet 4 : Soutien à la vitalisation et à la coopération intermunicipale : axe Vitalisation.

Adoptée.

8d. DÉPÔT DU BILAN DES ACTIVITÉS ANNUELLES 2024 DE LES TERRES DU POSSIBLE – INCUBATEUR AGRICOLE

Les membres du Conseil prennent connaissance du bilan des activités annuelles 2024 de Les Terres du possible – Incubateur agricole

2024-11-268

8e. ADOPTION DE L'ENTENTE DE GESTION DU BUREAU D'INFORMATION TOURISTIQUE DES CHENAUX

Considérant que la MRC des Chenaux a pris la décision lors de la séance publique du 16 mai 2018 (résolution numéro 2018-05-090) de prendre en charge la gestion du bureau d'information touristique de la MRC des Chenaux ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Considérant qu'un projet d'entente de gestion du bureau d'information touristique Des Chenaux entre la MRC des Chenaux et l'Association des pourvoyeurs et pêcheurs du poisson des chenaux de la rivière Sainte-Anne précisant les responsabilités et engagements des parties a été déposé aux membres du Conseil lors d'une rencontre préparatoire ;

Considérant que la MRC des Chenaux devra contribuer à ladite entente à même le Fonds régions et ruralités volet 2 pour une somme de 25 000 \$ pour l'année 2025 ;

Considérant que la signature de cette entente abroge l'entente adoptée le 25 avril 2023 et annule toutes les obligations relatives à celle-ci ;

Considérant que cette entente se terminera le 31 décembre 2025 et qu'à son échéance, l'entente pourra être reconduite annuellement pour une période d'un an, soit chaque année du 1^{er} janvier au 31 décembre, à moins qu'une des parties ne donne avis à l'autre de son intention de dénoncer l'entente au moins trois mois avant son échéance ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes, appuyé par monsieur Guy Simon, maire de Champlain, et unanimement résolu que le Conseil de la MRC des Chenaux adopte l'entente de gestion du bureau d'information touristique Des Chenaux.

Il est également résolu, par la présente, d'autoriser monsieur Guy Veillette, préfet de la MRC des Chenaux, à signer ladite entente pour et au nom de la MRC des Chenaux.

Adoptée.

2024-11-269

8f. TRANSFERT DE LA GESTION DU PROJET DES CHENAUX RÉCOLTE DE DÉVELOPPEMENT MAURICIE À L'ORGANISME LA BROUETTE

Considérant que par la résolution numéro 2024-04-101, la MRC des Chenaux a délégué l'ensemble des activités de Des Chenaux Récolte pour la saison 2024 à Cultive le partage (porté par Développement Mauricie) ;

Considérant qu'une entente de délégation a été signée entre la MRC des Chenaux et l'organisme Développement Mauricie le 10 juin 2024 pour la gestion des activités de Des Chenaux Récolte ;

Considérant que Développement Mauricie désire transférer à l'organisme La Brouette la gestion de l'entente de gestion des activités de Des Chenaux Récolte ;

Considérant que le projet de protocole d'entente de transfert des activités de Des Chenaux Récolte de Développement Mauricie à La Brouette a été soumis à la MRC des Chenaux pour analyse ;

Considérant que le projet de protocole d'entente est conforme aux attentes de la MRC des Chenaux ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Par ces motifs, il est proposé par madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, appuyé par monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes, et résolu unanimement que le Conseil de la MRC des Chenaux autorise Développement Mauricie à céder l'entente de gestion du projet Des Chenaux Récolte à La Brouette.

Adoptée.

2024-11-270

8g. ADOPTION DE L'ENTENTE DE PARTENARIAT ENTRE LA MRC DES CHENAUX ET TOURISME MAURICIE POUR LA GESTION DU BUREAU D'INFORMATION TOURISTIQUE DES CHENAUX

Considérant que la MRC des Chenaux a pris la décision lors de la séance publique du 16 mai 2018 (résolution numéro 2018-05-090) de prendre en charge la gestion du bureau d'information touristique de la MRC des Chenaux ;

Considérant qu'une entente de gestion du bureau d'information touristique Des Chenaux entre la MRC des Chenaux et l'Association des pourvoyeurs et pêcheurs du poisson des Chenaux de la rivière Sainte-Anne précisant les responsabilités et engagements des parties a été adoptée par la résolution numéro 2024-11-268 ;

Considérant que Tourisme Mauricie désire collaborer de manière proactive pour renforcer l'attractivité de la MRC des Chenaux et de la région de la Mauricie, contribuant ainsi au développement touristique et à la mission commune de faire de la Mauricie une destination privilégiée ;

Considérant que Tourisme Mauricie a déposé un projet d'entente de partenariat entre la MRC des Chenaux et Tourisme Mauricie pour la gestion du bureau d'information touristique Des Chenaux ;

Considérant que Tourisme Mauricie accorde à la MRC des Chenaux une aide financière d'un montant total de 10 000 \$ pour l'année 2025 pour la gestion du bureau d'information touristique Des Chenaux ;

Par ces motifs, il est proposé par monsieur Guy Simon, maire de Champlain, appuyé par madame France Bédard, mairesse de Saint-Prosper-de-Champlain, et unanimement résolu que le Conseil de la MRC des Chenaux adopte l'entente de partenariat entre la MRC des Chenaux et Tourisme Mauricie pour la gestion du bureau d'information touristique Des Chenaux.

Il est également résolu, par la présente, d'autoriser monsieur Guy Veillette, préfet de la MRC des Chenaux, à signer ladite entente pour et au nom de la MRC des Chenaux.

Adoptée.

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

9. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Les membres du Conseil n'ont reçu aucune demande ce mois-ci.

10. APPUIS DEMANDÉS

2024-11-271

10a. VILLE DE SAINT-LIN-LAURENTIDES – CONTESTATION DE L'AVIS D'AUGMENTATION 2025/PG SOLUTIONS

Considérant que la MRC des Chenaux a reçu, par la résolution numéro 306-10-24, une demande d'appui de la ville de Saint-Lin-Laurentides, laquelle se lit comme suit :

Attendu que PG Solutions est le principal fournisseur de solutions informatiques pour la Ville de Saint-Lin-Laurentides ainsi que pour plusieurs villes et municipalités du Québec ;

Attendu que PG Solutions est en situation de quasi-monopole au Québec ;

Attendu que PG Solutions impose des augmentations annuelles substantielles des contrats d'entretien et soutien des applications (CESA), et ce, principalement depuis 2022 ;

Attendu que les coûts de modernisation de la suite financière qui inclut notamment les modules de paie, de taxation, des comptes payables et de comptabilité, qui étaient de l'ordre de 20 % en 2022 et indexés depuis ;

Attendu qu'à ce jour, seul le module de paie a été modernisé et qu'il n'est toujours pas fonctionnel à 100 % ;

Attendu le non-respect de la cadence de déploiement des modules autres de la suite financière ;

Attendu que la hausse minimale imposée par PG Solutions est de l'ordre de 6,7 % à compter du 1er janvier 2025 ;

Attendu que cette hausse est beaucoup plus élevée que l'indice des prix à la consommation (IPC) du Québec pour 2024 ;

Attendu que la Ville désire respecter la capacité de payer de ses contribuables ;

En conséquence, il est proposé par madame la conseillère Isabelle Auger, appuyé par monsieur le conseiller Robert Portugais et résolu à l'unanimité :

**Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux**

- *de contester l'avis d'augmentation 2025 pour le Contrat d'entretien et soutien des applications (CESA) par PG Solutions et de leur demander de revoir à la baisse cette augmentation ;*
- *de s'opposer au mode de financement des améliorations et développements des applications de PG Solutions par une facturation additionnelle aux villes et municipalités ;*
- *de demander aux villes et municipalités du Québec de participer à l'élan de contestation par l'adoption de cette résolution lors de leur prochaine séance du conseil et de l'acheminer à PG Solutions et à leur MRC ;*
- *de demander à la Municipalité régionale de comté de Montcalm d'appuyer la demande de la Ville par l'adoption d'une résolution à cet effet, de faire des représentations aux instances concernées et d'inciter les autres MRC du Québec à porter leur voix à la leur.*

Que copie de cette résolution soit acheminée à la MRC de Montcalm ainsi qu'à toutes les municipalités de ladite MRC.

Le maire suppléant demande le vote. La proposition est adoptée à l'unanimité.

Considérant que le Conseil de la MRC des Chenaux partage les préoccupations et la position à l'appui formulée dans la résolution numéro 306-10-24 de la ville de Saint-Lin-Laurentides ;

Par ces motifs, il est proposé par madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade, appuyé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, et unanimement résolu :

De contester l'avis d'augmentation 2025 pour le Contrat d'entretien et soutien des applications (CESA) par PG Solutions et de leur demander de revoir à la baisse cette augmentation.

De s'opposer au mode de financement des améliorations et développements des applications de PG Solutions par une facturation additionnelle aux villes et municipalités.

De transmettre une copie de la présente résolution à la ville de Saint-Lin-Laurentides et à PG Solutions.

Adoptée.

11. CORRESPONDANCE DÉPOSÉE

- a. Ministère des Transports et de la Mobilité durable – retour concernant la résolution numéro 2024-10-24 appui à la municipalité de Saint-Maurice pour l'installation de radar photo sur la route 352 dans la zone scolaire ;

Procès-verbal du conseil
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

- b. Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation – partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles
- c. Fédération québécoise des municipalités – suivi à l'égard des différents dossiers entrepris par l'Union des producteurs agricoles à l'encontre de municipalités ;
- d. Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation – autorisation du règlement 2024-148 décrétant un emprunt de 214 475 \$;
- e. Ministère des Transports et de la Mobilité durable – programme d'aide à la voirie locale volet Plan d'intervention, solde de l'aide.

12. POUR VOTRE INFORMATION

Aucune autre information n'est présentée aux membres du Conseil.

13. AUTRE SUJET

Aucun autre sujet n'est apporté à la rencontre.

14. PÉRIODE DE QUESTIONS

Environ trente citoyens étaient présents lors de la séance du Conseil et ont posé des questions sur le projet d'éoliennes de TES Canada.

2024-11-272

15. CLÔTURE DE LA SÉANCE

À dix-huit heures cinquante-cinq (18 h 55), il est proposé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, appuyé par monsieur Luc Pellerin, maire de Saint-Stanislas, et résolu de lever la présente séance.

Adoptée.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

PRÉFET

Je, Guy Veillette, préfet, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du *Code municipal*.

Guy Veillette
Préfet